



# MINISTÈRE DE LA JUSTICE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Secrétariat général

**Charte**   
RELATIONS FOURNISSEURS  
ET ACHATS RESPONSABLES  
**SIGNATAIRE**

**MAITRE D'OUVRAGE  
DELEGATION INTERREGIONALE GRAND-CENTRE  
DEPARTEMENT IMMOBILIER  
4, rue Léon Mauris  
CS 17724  
21000 DIJON**

**MARCHE PUBLIC DE L'ETAT**

**REGLEMENT DE LA CONSULTATION**

**Marché de travaux de bâtiment**

**Construction du Centre Educatif Fermé de LURE**

**Lot n°01 : VRD - Espaces verts**

**Lot n°02 : Gros œuvre**

**Lot n°03 : Charpente**

**Lot n°04 : Façades pierre - Isolation thermique**

**Lot n°05 : Couverture - Etanchéité**

**Lot n°06 : Menuiseries extérieures - Serrurerie**

**Lot n°07 : Plâtrerie - Peinture - Faux plafonds**

**Lot n°08 : Menuiseries intérieures**  
**Lot n°09 : Sols souples - Sols durs - Faïence**  
**Lot n°10 : CVC - Plomberie - Cuisine**  
**Lot n°11 : Electricité CFO CFA SSI**

**Type de procédure : MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE**  
**Articles du Code de la commande publique concernés : Articles R. 2123-1, R. 2123-4 et R. 2123-5 du Code de la commande publique.**

**DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES**

**Le : 10 août 2026 à 12h00**

# Sommaire

<b>1.Objet du marché.....</b>	<b>4</b>
1.1Décomposition en lots .....	4
1.2Forme des marchés .....	4
1.3Durée du marché – Reconduction – Délais d’exécution .....	4
1.4Disposition sociale.....	5
<b>2.Organisation de la consultation .....</b>	<b>5</b>
2.1Procédure de passation .....	5
2.2Mode de dévolution : marchés séparés.....	6
2.3Dispositions relatives aux groupements.....	6
2.4Variantes .....	7
2.5PSE – Prestations supplémentaires éventuelles.....	7
2.6Modification de détail des documents de la consultation .....	7
2.7Délai de validité des offres .....	7
2.8Visite des lieux d’exécution du marché.....	7
<b>3.Contenu du dossier de consultation .....</b>	<b>8</b>
<b>4.Retrait du dossier de consultation .....</b>	<b>9</b>
<b>5.Présentation des candidatures et des offres .....</b>	<b>10</b>
5.1Éléments nécessaires à la sélection des candidatures.....	10
5.2Éléments nécessaires au choix de l’offre.....	13
<b>6.Conditions d’envoi et de remise des candidatures et des offres.....</b>	<b>15</b>
<b>7.Jugement des candidatures, des offres et attribution du marché .....</b>	<b>18</b>
7.1Jugement des candidatures .....	18
7.2Jugement des offres.....	18
7.3Attribution du marché .....	23
<b>8.Modalités d’insertion .....</b>	<b>24</b>
<b>9.Renseignements complémentaires.....</b>	<b>25</b>
<b>10.Procédures de recours .....</b>	<b>25</b>

# 1. Objet du marché

La consultation a pour objet la construction d'un CEF et d'une maison familiale à Lure (70). Le projet a été implanté sur la commune de LURE (70 200), Rue de Bourdieu. Il s'étendra sur les parcelles n°263, 303p, 148 et 308p pour le CEF et la parcelle n°264p pour la maison familiale. Le CEF comporte différentes unités dont des salles pédagogiques, des espaces d'hébergement et des bureaux. Il a été défini par la sous-commission de sécurité comme un « établissement à vocation éducative, hébergeant des jeunes mineurs placés sous-main de justice » et relève donc des dispositions réglementaires de la 5ème catégorie, de type R, avec locaux à sommeil.

Lieu d'exécution des prestations :  
Rue Bourdier - LURE (70).

## 1.1 Décomposition en lots

Les différents lots de la consultation sont les suivants :

- Lot n°01: VRD - Espaces verts;
- Lot n°02: Gros oeuvre;
- Lot n°03: Charpente;
- Lot n°04: Façades pierre - Isolation thermique;
- Lot n°05: Couverture – Etanchéité;
- Lot n°06: Menuiseries extérieures – Serrurerie;
- Lot n°07: Plâtrerie - Peinture - Faux plafonds;
- Lot n°08: Menuiseries intérieures;
- Lot n°09: Sols souples - Sols durs - Faïence;
- Lot n°10: CVC - Plomberie – Cuisine;
- Lot n°11: Electricité CFO CFA SSI.

## 1.2 Forme des marchés

Ils ne font pas l'objet d'un fractionnement.

## 1.3 Durée du marché – Reconduction – Délais d'exécution

La durée du marché, les modalités de reconduction et les délais d'exécution figurent à l'acte d'engagement.

## 1.4 Disposition sociale

Le ministère de la Justice est engagé dans une démarche de promotion de la diversité et de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. A ce titre, il est attentif dans le choix de ses contractants comme dans la réalisation des prestations, au respect des dispositions législatives et réglementaires en la matière.

En application de l'article L. 2112-2 du Code de la commande publique, le titulaire doit s'engager, au titre de l'exécution du marché, dans une démarche d'amélioration continue de la qualité de ses pratiques sociales en matière de prévention des discriminations, ainsi que de promotion de l'égalité des chances et de la diversité, notamment l'égalité entre les femmes et les hommes (éga-conditionnalité).

La promotion de la diversité s'entend comme l'ensemble des moyens permettant de garantir l'égalité réelle de traitement entre tous les individus dans le domaine de l'emploi, indépendamment de leurs différences. Elle regroupe des actions de lutte contre les discriminations et de promotion de l'égalité des chances.

**La prise en compte de l'égalité femmes-hommes doit être limitée aux prestations qui font l'objet du marché et aux moyens humains affectés à l'exécution des prestations dudit contrat.** Dès lors, l'attributaire doit impérativement renseigner le questionnaire disponible via le lien ci-dessous, avant la date de notification du marché :

[https://s1.sphinxonline.net/surveyserver/s/ENQUETES-JUSTICE/Diversite\\_Discriminations\\_Egalite\\_2021/questionnaire.htm](https://s1.sphinxonline.net/surveyserver/s/ENQUETES-JUSTICE/Diversite_Discriminations_Egalite_2021/questionnaire.htm)

La réponse à ce questionnaire conditionne l'attribution définitive.

Le questionnaire devra également être complété 2 mois avant la date de fin du marché.

## 2. Organisation de la consultation

### 2.1 Procédure de passation

La présente consultation est passée dans le respect des dispositions des articles R. 2123-1, R. 2123-4 et R. 2123-5 du Code de la commande publique selon une procédure adaptée ouverte avec négociation éventuelle, librement définie par le pouvoir adjudicateur.

La négociation portera sur les points suivants :

- la qualité : le niveau de qualité, son incidence sur le prix... ;
- le délai : temps de livraison, réactivité, ... ;
- la quantité : le volume nécessaire, la fréquence de commandes....;

- le prix ou ses éléments : le coût du stockage, le prix des fournitures, des options, des garanties, de l'entretien...

**Attention** : cette liste n'est pas exhaustive.

Le pouvoir adjudicateur procédera à l'analyse des offres des candidats sur la base des critères de sélection des offres et sélectionnera les 4 candidats maximum avec lesquels il négociera.

Conformément à l'article R. 2144-3 du Code de la commande publique, la vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles des candidats pourra être effectuée à tout moment de la procédure et au plus tard avant l'attribution du marché.

À l'issue de ces négociations, il retiendra l'offre économiquement la plus avantageuse sur la base des critères de choix des offres définis dans l'avis et/ou dans le présent règlement de la consultation.

## 2.2 Mode de dévolution : marchés séparés

La consultation est divisée en 11 lots, chaque lot faisant l'objet d'un marché séparé confié à une entreprise unique ou un groupement d'entreprises.

Possibilité de présenter une offre pour :

- Un lot
- Un ou plusieurs lots
- L'ensemble des lots

## 2.3 Dispositions relatives aux groupements

Le marché pourra être attribué à une seule entreprise ou à un groupement d'entreprises conjoint avec mandataire solidaire.

Si le marché est attribué à un groupement conjoint, le mandataire conjoint sera solidaire de chacun des membres du groupement.

Possibilité de présenter pour le marché plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements :

- Oui
- Non

Ou en qualité de membres de plusieurs groupements :

- Oui
- Non

## 2.4 Variantes

La proposition de variante n'est pas autorisée.

## 2.5 PSE – Prestations supplémentaires éventuelles

**Le(s) lot(s) suivant(s) comporte(nt) une (ou plusieurs) PSE** définies dans le DCE :

1. Lot n 01 – VRD espaces verts :  
PSE n°1 – Objet : PSE RESEAUX ECLAIRAGE EXTERIEUR
  
2. Lot n 10 – cvc - plomberie - cuisine :
  - PSE n°1 – Objet : CAPOTAGE ACOUSTIQUE DES PAC
  - PSE n°2 – Objet : CELLULE DE REFROIDISSEMENT
  - PSE n°3 – Objet : ARMOIRE DE MAINTIEN EN TEMPERATURE
  - PSE n°4 – Objet : MEUBLE BAS
  
3. Lot n 11 – Electricité CFO CFA SSI :
  - PSE n°1 – Objet : Luminaire borne LED en zone parvis
  - PSE n°2 – Objet : Candélabre LED en zone cour extérieur
  - PSE n°3 – Objet : Projecteur LED 150W en zone cour extérieur
  - PSE n°4 – Objet : Luminaire cour extérieur au sol
  - PSE n°5 – Objet : Alarme anti-intrusion maison parentale
  - PSE n°6 – Objet : Alimentations équipements frigorifiques
  - PSE n°7 – Objet : Alimentations équipements de maintien en température Aliment

## 2.6 Modification de détail des documents de la consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail aux documents de la consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base des documents modifiés sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude des documents de la consultation par les candidats, la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 2.7 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 180 jours à compter de la date limite de remise de l'offre finale.

## 2.8 Visite des lieux d'exécution du marché

Les candidats peuvent procéder à une visite des lieux d'exécution du marché. **La visite n'est pas obligatoire.**

Ces visites seront réalisées en présence de la MOE et MOA les :

- **Judi 16 juillet 2026 entre 10h00 et 13h00 ;**
- **Mardi 18 juillet 2026 entre 10h00 et 13h00.**

Les inscriptions sont obligatoires et pour obtenir les renseignements afin d'effectuer cette visite, ils **devront s'adresser de préférences par mail en mettant en copie l'ensemble des personnes ci-dessous :**

Christophe THIERY  
Architecte D.P.L.G  
ATELIER DU HAUT VERGER  
87, rue de l'Eglise  
54220 MALZÉVILLE  
Tel : 06-88-16-89-98  
[c.thiery@atelierduhautverger.fr](mailto:c.thiery@atelierduhautverger.fr)

Laurent LUZY  
Responsable d'opérations Construction  
6 rue Louis GARNIER – BP 1513 – 25008 BESANCON CEDEX  
[l.luzy@sedia-bfc.fr](mailto:l.luzy@sedia-bfc.fr)  
[www.sedia-bfc.fr](http://www.sedia-bfc.fr)  
**Tél. 06 70 98 13 74**

Christophe HUBER  
Chef de projet  
Ministère de la Justice / DIRSG Grand-Centre / Département Immobilier  
4 rue Léon Mauris- CS 17724 – 21077 DIJON Cedex  
03.45.21.50.82 - 06.17.84.19.10  
[christophe.huber@justice.gouv.fr](mailto:christophe.huber@justice.gouv.fr)

Thibaud Perrussel  
Chef de projet

Ministère de la Justice / DIRSG Grand-Centre / Département Immobilier  
4 rue Léon Mauris- CS 17724 – 21077 DIJON Cedex  
03.45.21.50.82 - 06.17.84.19.10  
[thibaud.perrussel@justice.gouv.fr](mailto:thibaud.perrussel@justice.gouv.fr)

### 3. Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation ;
- L'acte d'engagement, propre à chaque lot, et ses annexes éventuelles ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Clause de confidentialité : Le document "Engagement de confidentialité" est joint en annexe de l'AE ;
- Diagnostics préalables : Diag plomb, amiante, déchets ;
- Plans ;
- Plan installation de chantier (P.I.C.) ;
- Plan général de coordination (P.G.C.) ;
- Rapport initial de contrôle technique (R.I.C.T.) ;
- Etudes techniques : géotechnique, géomètre, thermique, énergétique... ;
- Déclaration de travaux (D.T.) ;
  
- Pour les lots à prix global et forfaitaire, la décomposition du prix global et forfaitaire propre à chaque lot et selon le modèle fourni par la maîtrise d'œuvre ;
- Le CCTG VDI + annexe sûreté.

### 4. Retrait du dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur informe les candidats que le dossier de consultation est dématérialisé.

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) peut être consulté et téléchargé gratuitement à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Et sous la référence : « TF056123\_CEF\_LURE ».

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par le pouvoir adjudicateur, les opérateurs économiques devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

- Fichiers compressés au standard \*.zip (lisibles par Winzip, Quickzip) ;
- Adobe® Acrobat® \*.pdf (lisibles par le logiciel Adobe Reader) ;
- \*.doc ou \*.xls version 2000-2003 (lisibles par Microsoft Office ou OpenOffice) ;
- Rich Text Format \*.rtf ;
- Le cas échéant, le format DWF (lisibles par les logiciels Autocad, ou des visionneuses telles que Autodesk DWF viewer...).

Lors du téléchargement du dossier de consultation, il est recommandé à l'entreprise de créer un compte sur la plateforme de dématérialisation où il renseignera notamment le nom de l'organisme soumissionnaire, et une adresse électronique afin de la tenir informée des modifications éventuelles intervenant en cours d'une procédure (ajout d'une pièce au DCE, envoi d'une liste de réponses aux questions reçues...).

Le candidat est informé que seul l'exemplaire du dossier de consultation détenu par le pouvoir adjudicateur fait foi.

## 5. Présentation des candidatures et des offres

**Les candidats auront à produire les pièces ci-dessous définies rédigées en langue française.**

### 5.1 Éléments nécessaires à la sélection des candidatures

Chaque candidat ou chaque membre de l'équipe candidate devra produire les pièces suivantes :

#### 5.1.1 Situation juridique

- Formulaire DC1 ou équivalent : lettre de candidature - habilitation du mandataire par ses cotraitants ;
- Formulaire DC2 ou équivalent : déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement ;
- Formulaire DC4 ou équivalent : déclaration de sous-traitance, le cas échéant ;
- Déclaration sur l'honneur : le candidat produit une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du Code de la commande publique ;
- Habilitation et pouvoir ;

- Déclaration de bilan des 3 dernières années ;
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels ;
- Certificats fiscaux et sociaux (congs payés, retraite) attestant du dernier versement de moins de 3 mois ;
- Attestation URSSAF certifiant la régularité de sa situation sociale yc DOETH relative aux travailleurs handicapés de moins de 6 mois ;
- si > 50 salariés :
  - \* PV de la réunion du comité social et économique concernant la présentation du rapport annuel faisant le bilan de la situation générale de la santé, de la sécurité et des conditions de travail dans l'entreprise et du programme annuel de prévention des risques professionnels et d'amélioration des conditions de travail (article L 2312-27 du code du travail) ;
  - \* la liste nominative des travailleurs détachés éventuels employés, ou à défaut, une attestation sur l'honneur indiquant que l'entreprise n'emploie pas de travailleurs détachés ;
- si redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés ou justificatif que l'entreprise est habilitée à poursuivre des activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public, au sens de l'article L2141-3 du CCP ;
- si basé à l'étranger, un certificat établi par les administrations et organismes de son pays d'origine ou d'établissement ;
  
- L'attestation d'assurance responsabilité civile et décennale en cours de validité
- Extrait Kbis.

### 5.1.2 Capacité

- Déclaration de chiffre d'affaires : déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique ;
- Déclaration d'effectifs : déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- Titre d'études et titres professionnels : indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché ;
- Liste des moyens techniques : déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature ;

- Description technique des moyens et mesures employées : description de l'équipement technique ainsi que des mesures employées par le candidat pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise ;
- Certificats de qualifications professionnelles : des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants. L'acheteur accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres ;
- Gestion environnementale : l'indication des mesures de gestion environnementale que le candidat pourra appliquer lors de l'exécution du marché public : SOGED, process de valorisation des déchets, modèles de bordereaux de dépôt et de suivi ;
- Références de travaux similaires : une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années par les personnes identifiées pour la mission, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ;
- CV des effectifs identifiés pour la mission ;
- Moyens matériels ;
- Certificats de conformité aux normes et marques de qualité ;
- Fiches techniques des produits mis en œuvre ;
- Liste des références produit par produit ;
- Les garanties produits et applications que le fabricant peut proposer ;

Le candidat pourra prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité financière.

Si, pour justifier de ses capacités, le candidat souhaite faire prévaloir les capacités professionnelles, techniques et financières d'un autre intervenant quel qu'il soit (sous-traitant notamment), il devra produire les pièces relatives à cet intervenant visées au présent article ci-dessus. Il devra également justifier qu'il disposera des capacités de cet intervenant pour l'exécution du marché par un engagement écrit de l'intervenant.

En vertu de l'article R. 2143-16 du Code de la commande publique, dans le cadre de leur candidature, il est exigé que les candidats joignent une traduction en français aux éléments rédigés dans une autre langue.

Il est porté à l'attention des candidats que, conformément aux dispositions de l'article

R. 2143-13 du Code de la commande publique, ils ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais :

- D'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation ;
- D'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Les candidats sont invités à utiliser le coffre-fort électronique disponible gratuitement depuis leur compte sur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

De plus, conformément aux dispositions de l'article R. 2143-14 du Code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir au pouvoir adjudicateur les documents justificatifs et moyens de preuve qui ont déjà été transmis lors d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Enfin, selon les dispositions de l'article R. 2143-4 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur accepte que les candidats présentent leur candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen, en lieu et place de la déclaration sur l'honneur et des renseignements mentionnés à l'article R. 2143-3 du même code.

Les candidats peuvent constituer ou réutiliser un DUME dans sa version électronique via l'une des url suivantes : <https://ec.europa.eu/tools/espd/> OU <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>

Il est précisé que le pouvoir adjudicateur n'autorise pas les candidats à se limiter à indiquer dans le document unique de marché européen qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières sur celles-ci.

#### Service DUME :

Cette consultation est éligible au dispositif 'Service DUME' (ex MPS - Marché Public Simplifié) accessible sur l'url suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/#/>

Par ce dispositif, les candidats postuleront à la consultation par le biais d'un DUME (Document Unique de Marché Européen). Ce DUME sera pré-rempli sur la base du seul numéro SIRET et permettra :

- De bénéficier d'une reprise des données légales de l'entreprise (raison sociale, adresse, mandataires sociaux) ;

- De bénéficier d'une reprise des données concernant la taille de l'entreprise et son chiffre d'affaires global ;
- D'attester du respect des obligations sociales et fiscales grâce à une requête automatisée auprès des administrations concernées (DGFIP, ACOSS).

Les autres informations éventuelles devront être complétées.

Attention, les candidats devront joindre leur offre technique et commerciale ainsi que les documents de la candidature qui ne seraient pas dans le formulaire DUME.

## 5.2 Éléments nécessaires au choix de l'offre

Pour le choix de l'offre, les candidats doivent produire les documents suivants :

- Un acte d'engagement (AE) **par lot** (ci-joint à compléter, à dater et à signer) et ses annexes éventuelles

*Le candidat précisera également la nature et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter ainsi que la liste des sous-traitants qu'il se propose de présenter à l'agrément et à l'acceptation du pouvoir adjudicateur.*

- Pour chaque lot, une décomposition du prix global et forfaitaire, dont le caractère contractuel se limite aux prix par poste qui y figurent, dans le cas d'éventuelles prestations supplémentaires.

Cette décomposition du prix global et forfaitaire est formalisée par un fichier Excel spécifique par lot fourni par la maîtrise d'œuvre. Il conviendra de transmettre à la maîtrise d'ouvrage une version Excel ainsi qu'une version PDF signée ;

- **Pour le jugement de la valeur technique de l'offre, un cadre spécifique est joint en annexe. Le candidat devra renseigner cette fiche. Elle contient la décomposition des sous-critères qui seront analysés. A l'appui de cette fiche, le candidat pourra produire une note méthodologique ou un mémoire technique (non obligatoire) de 8 pages A4 maximum (si le candidat dépasse le nombre de pages spécifié, toute page au-delà de la 8è sera considérée comme inexistante et ignorée par le MOE et le MOA lors de l'analyse des offres**
- \* **Pour le jugement de Performance en matière de protection de l'environnement, un cadre spécifique est joint en annexe. Le candidat devra renseigner cette fiche. Elle contient la décomposition des sous-critères qui seront analysés. A l'appui de cette fiche, le candidat pourra produire une note méthodologique de la Qualité de la démarche environnementale (non obligatoire) de 4 pages A4 maximum (si le candidat dépasse le nombre de pages**

spécifié, toute page au-delà de la 4ème sera considérée comme inexistante et ignorée par le MOE et le MOA lors de l'analyse des offres

- \* Fourniture d'un planning détaillé
  
- \* un organigramme de la structure en charge du chantier, ainsi qu'un organigramme détaillé fonctionnel des personnels dédiés au chantier.
  
- Un RIB ;
  
- Le N° de SIRET ;
  
- Pour les lots concernés, un modèle d'un bordereau de dépôt de déchets dangereux d'un centre de traitement autorisé à recevoir les matières dangereuses utilisées dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le CCAP et les documents remis par le pouvoir adjudicateur, à l'exception de ceux visés ci-dessus et leurs annexes, ne sont pas à remettre dans l'offre. Seuls les documents détenus par le pouvoir adjudicateur font foi.

Il est rappelé aux candidats que la signature de l'acte d'engagement vaut acceptation de toutes les pièces contractuelles.

## **6. Conditions d'envoi et de remise des candidatures et des offres**

La transmission des documents par voie électronique ne peut être réalisée qu'à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>, sous la référence : « TF056123\_CEF\_LURE ».

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

### Se préparer à l'avance :

Nécessité de certificat numérique - Configuration à l'avance du poste de travail - recommandation de se préparer avec la Consultation de test.

En cas de réponse électronique, la signature électronique de certaines pièces est

requis.

Le soumissionnaire doit avoir au préalable fait l'acquisition d'un certificat électronique. Obtenir un certificat électronique prend plusieurs jours, voire plusieurs semaines. Si le soumissionnaire ne possède pas de certificat électronique valable dans le cadre de la réponse à un marché dématérialisé, il est impératif qu'il en fasse la demande en avance.

Il est également fortement recommandé au soumissionnaire de prendre ses dispositions de manière à ce que sa réponse électronique soit déposée dans les délais impartis. Un test de configuration du poste de travail ainsi que des consultations de test sont mis à sa disposition sur la plateforme.

#### Formats de fichiers acceptés :

En cas de transmission de réponse par voie électronique, les documents fournis doivent être dans l'un des formats suivants, sous peine d'irrecevabilité de l'offre :

- Format bureautique propriétaire de Microsoft compatible version 2003 (.doc, .xls et .ppt) ;
- Format texte universel (.rtf) ;
- Format PDF (.pdf) ;
- Formats images (.gif, .jpg et .png) ;
- Format pour les plans (.dxf et .dwg).

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

#### Signature électronique des fichiers de la réponse :

Les documents du soumissionnaire doivent être signés électroniquement, selon les modalités détaillées ci-dessous.

Par application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, le candidat doit respecter les conditions relatives :

- Au certificat de signature du signataire ;
- À l'outil de signature utilisé (logiciel, service en ligne, parapheur le cas échéant),

devant produire des signatures électroniques conformes aux formats réglementaires (cf. annexe).

Rappels généraux : dossier ZIP et signature scannée :

Les documents transmis par voie électronique seront re-matérialisés après l'ouverture des plis. Les candidats sont informés que l'attribution du marché pourra donner lieu à la signature manuscrite du marché papier.

- Chaque fichier à signer doit être signé individuellement, de telle sorte que chaque signature puisse être vérifiée indépendamment des autres ;
- Un dossier zip signé n'est pas accepté comme équivalent à la signature de chaque document qui constitue le dossier zip ;
- Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique.

Copie de sauvegarde :

Les candidats peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde :

- Soit par voie électronique ;
- Soit sur support physique électronique (CD-Rom, DVD-Rom, clé USB) ;
- Soit sur support papier ;
- Soit par voie dématérialisée (conformément aux exigences fixées dans l'annexe 8 du Code de la commande publique suite à l'arrêté du 14 avril 2023).

La copie de sauvegarde, si elle est adressée par voie électronique, est transmise au moyen d'outils et de dispositifs conformes aux exigences minimales des moyens de communication électronique prévus par les dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique, ainsi que de l'arrêté du 14 avril 2023 (annexe 8 du Code de la commande publique).

La copie de sauvegarde, si elle est adressée sur support papier ou sur support physique électronique, doit être transmise sous pli scellé, comporter obligatoirement, la mention : « *copie de sauvegarde* », ainsi que l'identification de la procédure concernée et les coordonnées de l'entreprise, à l'adresse ci-dessous :

DIR-SG GRAND CENTRE - Département Immobilier  
4, rue Léon Mauris

## 21000 DIJON

Les documents de la copie de sauvegarde doivent être signés (pour les documents dont la signature est obligatoire). Si le support physique choisi est le support papier, la signature est manuscrite. Si le support physique choisi est électronique, la signature est électronique.

Cette copie de sauvegarde pourra être ouverte dans les cas décrits à l'article 2 II de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

Les plis contenant la copie de sauvegarde, non ouverts, seront détruits à l'issue de la procédure par le pouvoir adjudicateur.

## 7. Jugement des candidatures, des offres et attribution du marché

### 7.1 Jugement des candidatures

Les critères relatifs à la candidature et intervenant pour la sélection sont les **capacités techniques, financières et professionnelles**.

Conformément à l'article R. 2144-3 du Code de la commande publique, la vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles des candidats pourra être effectuée à tout moment de la procédure et au plus tard avant l'attribution du marché.

### 7.2 Jugement des offres

Le pouvoir adjudicateur retiendra l'offre économiquement la plus avantageuse à l'issue d'un classement, à la vue des éléments à fournir tels que décrits au 5.2 du présent RC.

Lot n°01 – VRD - Espaces verts :	
Critères	Pondération
<p><b>Prix</b></p> <p>Définition : Ce critère est noté selon la formule de notation : Note du Prix = (Montant TTC de l'offre la plus basse / Montant TTC de l'offre examinée) x Nombre de point de la pondération.</p>	<b>40 %</b>

<b>Performance en matière de protection de l'environnement</b>	<b>10 %</b>
<b>Valeur technique</b>	<b>50 %</b>

<b>Lot n°02 – Gros œuvre :</b>	
<b>Critères</b>	<b>Pondération</b>
<p align="center"><b>Prix</b></p> <p>Définition : Ce critère est noté selon la formule de notation : Note du Prix = (Montant TTC de l'offre la plus basse / Montant TTC de l'offre examinée) x Nombre de point de la pondération.</p>	<b>40 %</b>
<b>Valeur technique</b>	<b>50 %</b>
<p align="center"><b>Performance en matière de protection de l'environnement</b></p> <p>Définition : Qualité de la démarche environnementale. Procédure interne de respect de l'environnement, de chantier propre et de gestion des déchets</p>	<b>10 %</b>

<b>Lot n°03 – Charpente :</b>	
<b>Critères</b>	<b>Pondération</b>
<p align="center"><b>Prix</b></p> <p>Définition : Ce critère est noté selon la formule de notation : Note du Prix = (Montant TTC de l'offre la plus basse / Montant TTC de l'offre examinée) x Nombre de point de la pondération.</p>	<b>40 %</b>
<p align="center"><b>Performance en matière de protection de l'environnement</b></p> <p>Définition : Qualité de la démarche environnementale. Procédure interne de respect de l'environnement, de chantier propre et de gestion des déchets</p>	<b>10 %</b>
<b>Valeur technique</b>	<b>50 %</b>

<b>Lot n°04 – Façades pierre - Isolation thermique :</b>	
<b>Critères</b>	<b>Pondération</b>
<p align="center"><b>Prix</b></p> <p>Définition : Ce critère est noté selon la formule de notation : Note du Prix = (Montant TTC de l'offre la plus basse / Montant TTC de l'offre examinée) x Nombre de point de la pondération.</p>	<b>40 %</b>

<b>Performance en matière de protection de l'environnement</b> Définition : Qualité de la démarche environnementale. Procédure interne de respect de l'environnement, de chantier propre et de gestion des déchets	<b>10 %</b>
<b>Valeur technique</b>	<b>50 %</b>

<b>Lot n°05 – Couverture - Etanchéité :</b>	
<b>Critères</b>	<b>Pondération</b>
<b>Prix</b> Définition : Ce critère est noté selon la formule de notation : Note du Prix = (Montant TTC de l'offre la plus basse / Montant TTC de l'offre examinée) x Nombre de point de la pondération.	<b>40 %</b>
<b>Performance en matière de protection de l'environnement</b> Définition : Qualité de la démarche environnementale. Procédure interne de respect de l'environnement, de chantier propre et de gestion des déchets	<b>10 %</b>
<b>Valeur technique</b>	<b>50 %</b>

<b>Lot n°06 – Menuiseries extérieures - Serrurerie :</b>	
<b>Critères</b>	<b>Pondération</b>
<b>Prix</b> Définition : Ce critère est noté selon la formule de notation : Note du Prix = (Montant TTC de l'offre la plus basse / Montant TTC de l'offre examinée) x Nombre de point de la pondération.	<b>40 %</b>
<b>Performance en matière de protection de l'environnement</b> Définition : Qualité de la démarche environnementale. Procédure interne de respect de l'environnement, de chantier propre et de gestion des déchets	<b>10 %</b>
<b>Valeur technique</b>	<b>50 %</b>

<b>Lot n°07 – Plâtrerie - Peinture - Faux plafonds :</b>	
<b>Critères</b>	<b>Pondération</b>
<p align="center"><b>Prix</b></p> <p>Définition : Ce critère est noté selon la formule de notation : Note du Prix = (Montant TTC de l'offre la plus basse / Montant TTC de l'offre examinée) x Nombre de point de la pondération.</p>	<b>40 %</b>
<p align="center"><b>Performance en matière de protection de l'environnement</b></p> <p>Définition : Qualité de la démarche environnementale. Procédure interne de respect de l'environnement, de chantier propre et de gestion des déchets</p>	<b>10 %</b>
<b>Valeur technique</b>	<b>50 %</b>

<b>Lot n°08 – Menuiseries intérieures :</b>	
<b>Critères</b>	<b>Pondération</b>
<p align="center"><b>Prix</b></p> <p>Définition : Ce critère est noté selon la formule de notation : Note du Prix = (Montant TTC de l'offre la plus basse / Montant TTC de l'offre examinée) x Nombre de point de la pondération.</p>	<b>40 %</b>
<p align="center"><b>Performance en matière de protection de l'environnement</b></p> <p>Définition : Qualité de la démarche environnementale. Procédure interne de respect de l'environnement, de chantier propre et de gestion des déchets</p>	<b>10 %</b>
<b>Valeur technique</b>	<b>50 %</b>

<b>Lot n°09 – Sols souples - Sols durs - Faïence :</b>	
<b>Critères</b>	<b>Pondération</b>
<p align="center"><b>Prix</b></p> <p>Définition : Ce critère est noté selon la formule de notation : Note du Prix = (Montant TTC de l'offre la plus basse / Montant TTC de l'offre examinée) x Nombre de point de la pondération.</p>	<b>40 %</b>

<b>Performance en matière de protection de l'environnement</b> Définition : Qualité de la démarche environnementale. Procédure interne de respect de l'environnement, de chantier propre et de gestion des déchets	<b>10 %</b>
<b>Valeur technique</b>	<b>50 %</b>

<b>Lot n°10 – CVC - Plomberie - Cuisine :</b>	
<b>Critères</b>	<b>Pondération</b>
<b>Prix</b> Définition : Ce critère est noté selon la formule de notation : Note du Prix = (Montant TTC de l'offre la plus basse / Montant TTC de l'offre examinée) x Nombre de point de la pondération.	<b>40 %</b>
<b>Performance en matière de protection de l'environnement</b> Définition : Qualité de la démarche environnementale. Procédure interne de respect de l'environnement, de chantier propre et de gestion des déchets	<b>5 %</b>
<b>Valeur technique</b>	<b>26 %</b>
Critère d'éco-conception	<b>14 %</b>
Service après-vente et assistance technique	<b>15 %</b>

<b>Lot n°11 – Electricité CFO CFA SSI :</b>	
<b>Critères</b>	<b>Pondération</b>
<b>Prix</b> Définition : Ce critère est noté selon la formule de notation : Note du Prix = (Montant TTC de l'offre la plus basse / Montant TTC de l'offre examinée) x Nombre de point de la pondération.	<b>40 %</b>
<b>Performance en matière de protection de l'environnement</b>	<b>10 %</b>
<b>Valeur technique</b>	<b>35 %</b>
Définition : Notation de ce critère : La méthode proportionnelle est appliquée. « Note sur 10 = (bilan carbone, exprimé en kg eq CO <sup>2</sup> /kWc, le plus bas parmi les offres reçues / bilan carbone de l'offre examinée) x 10 »	<b>15 %</b>

### Précisions sur la négociation :

Le pouvoir adjudicateur prévoit la possibilité de négocier. Il peut toutefois attribuer le(s) marché(s) sur la base des offres initiales sans négociation.

S'il décide de négocier, le pouvoir adjudicateur procédera à une négociation avec les 4 candidats les mieux classés au terme d'un premier classement opéré sur la base des critères de sélection des offres définis dans le présent règlement de la consultation. Lorsque le nombre de candidats satisfaisant aux critères de sélection est inférieur au nombre indiqué, le pouvoir adjudicateur peut poursuivre la négociation avec ces candidats.

La négociation portera sur les points suivants :

- la qualité : le niveau de qualité, son incidence sur le prix... ;
- le délai : temps de livraison, réactivité, ... ;
- la quantité : le volume nécessaire, la fréquence de commandes....;
- le prix ou ses éléments : le coût du stockage, le prix des fournitures, des options, des garanties, de l'entretien...

### *Classement final :*

À l'issue de ces éventuelles négociations, le pouvoir adjudicateur retiendra l'offre économiquement la plus avantageuse sur la base des critères de jugement des offres définis dans l'avis et/ou dans le présent règlement de la consultation.

### Précisions sur l'analyse des offres :

#### *Rectification des offres :*

En cas de discordance constatée dans l'offre, les indications portées en lettres sur l'état des prix forfaitaires et/ou le bordereau des prix unitaires, prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence.

Dans le cas de prix forfaitaire, si des erreurs de multiplication, d'addition ou de report, sont constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire, dans l'offre d'un concurrent, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.

Toutefois si le prestataire concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition pour la mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

## 7.3 Attribution du marché

Conformément à l'article R. 2144-7 du Code de la commande publique, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra fournir les documents qui justifient qu'il n'entre pas dans les cas d'interdiction de soumissionner dans un délai de 10 jours à compter de la demande du pouvoir adjudicateur.

À défaut de produire ces documents dans le délai fixé, l'offre du candidat attributaire sera rejetée et il sera éliminé.

Le candidat suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué.

## 8. Modalités d'insertion

Dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, le maître d'ouvrage a décidé de faire application de l'article L2112-2 du code de la commande publique, relatif aux marchés publics, en incluant dans le Cahier des Charges Administratives Particulières une clause obligatoire d'insertion sociale par l'activité économique comme condition d'exécution du marché.

L'entreprise qui se verra attribuer le marché devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi des personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles particulières.

L'article 11.1 du CCAP précise à cet égard les différentes modalités envisageables de mise en œuvre de cette action d'insertion.

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, la maîtrise d'ouvrage a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement.

Le titulaire devra contacter Alexandra PROB pour la mise en œuvre de la clause d'insertion :

ADCH  
4 Faubourg de Montbéliard  
70400 HERICOURT  
Tél. : 06.52.22.55.16  
Courriel : [aprob.adch@ornage.fr](mailto:aprob.adch@ornage.fr)

Attention, les candidats ne sont pas autorisés à formuler dans leurs offres des réserves dans la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique. Une offre qui ne satisfait pas à cette condition sera déclarée irrégulière, au motif du non-respect du cahier des charges.

## 9. Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires relatifs à cette consultation, les candidats devront faire parvenir en temps utile leur demande de manière électronique, exclusivement sur la plateforme de dématérialisation, sur l'URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Seules les demandes adressées au moins 8 jours avant la date limite de réception des offres feront l'objet d'une réponse de la part du pouvoir adjudicateur.

Une réponse sera adressée au plus tard 6 jours avant la date fixée pour la réception des offres aux candidats ayant téléchargé les documents de la consultation sur la plateforme de dématérialisation après s'être préalablement identifiés.

Concernant les informations relatives à la remise des offres dématérialisées, il convient de se reporter à l'article *Conditions d'envoi et de remise des candidatures et/ou des offres* du présent document.

## 10. Procédures de recours

Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif compétent, à savoir le tribunal administratif du lieu d'exécution des prestations :

Tribunal Administratif de Besançon  
3 rue Charles Nodier  
25000 BESANCON  
Tél : 03 81 82 60 00  
Courriel : [greffe.ta-besancon@juradm.fr](mailto:greffe.ta-besancon@juradm.fr)

Les voies et délais des recours dont dispose le candidat sont :

- Référé précontractuel prévu aux articles L. 551-1 à L. 551-12 et R.551-1 à R.551-6 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 et R.551-7 à 551-10 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA, après la signature du contrat.
- Recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat, ouvert aux tiers dans le délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures

de publicité appropriées.

# DECLARATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné(e) .....

Agissant en qualité de.....

Nom et adresse de l'entreprise : .....

.....

**déclare sur l'honneur ne pas entrer dans l'un des cas d'exclusion prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du Code de la commande publique.**

*N.B. : Lorsqu'un opérateur économique est, au cours de la procédure de passation d'un marché, placé dans l'un des cas d'exclusion mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5, aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 ou aux articles L. 2341-1 à L. 2341-3 du Code de la commande publique, il informe sans délai l'acheteur de ce changement de situation.*

## Documents de preuve disponibles en ligne :

Adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :

- Adresse internet : .....

- Renseignements nécessaires pour y accéder : .....

.....

.....

Fait à .....

Le.....

Signature .....

.....